

Mali: les islamistes poursuivent les destructions à Tombouctou, et posent des mines autour de Gao

3 juillet 2012 à 06:56



un militant islamiste célébrant la destruction de mausolées au Mali le 1er juillet 2012 (AFP)

Les islamistes qui contrôlent le nord du Mali ont poursuivi lundi la destruction de bâtiments religieux musulmans à Tombouctou et posé des mines autour de la ville de Gao pour se protéger d'éventuelles attaques de rivaux touareg ou de soldats d'une force ouest-africaine.

A Tombouctou (nord-ouest), après avoir démoli pendant le week-end sept des seize mausolées de saints musulmans, les islamistes du groupe armé Ansar Dine (Défenseurs de l'islam) ont franchi une étape supplémentaire en brisant la porte d'entrée d'une des trois plus grandes mosquées de la ville.

Moins d'une semaine après de violents combats (au moins 35 morts) le 27 juin à Gao (nord-est) avec la rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), forcée d'abandonner la ville, les islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) ont disposé des mines aux alentours de Gao pour, selon le MNLA, empêcher une contre-offensive de sa part.

Ansar Dine et le Mujao, qui contrôlent désormais les trois grandes villes et régions administratives du nord du Mali - Tombouctou, Gao et Kidal (extrême nord-est) - sont alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), présente dans la région depuis plusieurs années.

"Aqmi et Mujao, qui contrôlent Gao, ont miné les alentours de la ville. Beaucoup de gens cherchent à fuir, à prendre des bus pour gagner Bamako, mais les islamistes les empêchent de quitter la ville", a déclaré Mossa Ag Attaher, porte-parole du MNLA basé à Paris.

Un porte-parole du Mujao a confirmé sur Radio France internationale la pose de mines, affirmant qu'elle devait empêcher une contre-attaque du MNLA.

Un responsable ouest-africain de la sécurité a lui aussi confirmé à l'AFP cette information. "Pour prévenir une éventuelle attaque des forces de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) et de bandes armées rivales, le Mujao a posé des mines par endroits autour de Gao", a-t-il indiqué.

Les dirigeants de la Cédéao ont exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à adopter une résolution permettant l'envoi d'une force régionale au Mali.

« Bouclier humain »

"Nous ferons tout pour récupérer notre territoire", a déclaré à l'AFP le ministre malien des Affaires étrangères Sadio Lamine Sow à l'issue d'une visite de deux jours à Alger. Interrogé plus précisément sur un possible engagement d'Alger dans l'option militaire, le ministre s'est refusé à toute réponse.

Selon le porte-parole du MNLA, "après les destructions criminelles de mausolées de saints musulmans, ils (les islamistes) utilisent maintenant la population comme otage, comme bouclier humain, pour se protéger d'une contre-offensive du MNLA".

La porte en bois de la mosquée de Sidi Yahia de Tombouctou, détruite lundi à coups de pioches par les islamistes selon des témoins, était fermée depuis des décennies car, selon des croyances locales, son ouverture éventuelle porterait malheur.

La mosquée Sidi Yahia fait partie des trois grandes mosquées de Tombouctou, avec celles de Djingareyber et Sankoré. Toutes trois figurent sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Des saints sont enterrés dans les mosquées de Djingareyber et Sidi Yahia, selon un expert malien.

Ces destructions ont suscité des condamnations en série, notamment de Washington et Moscou.

"Les Etats-Unis condamnent fermement la destruction au Mali", a dit le département d'Etat.

La Russie a qualifié de son côté la destruction des sites historiques de "barbare" et appelé à redoubler d'efforts au niveau international pour restaurer l'intégrité territoriale du Mali.

Au Mali, l'Association des leaders religieux a parlé du "crime de Tombouctou".

L'Organisation de coopération islamique, qui compte 57 membres, a "déploré" la destruction "par des éléments fanatiques" de mausolées qui "font partie de notre riche patrimoine islamique au Mali".

Même condamnation par l'Algérie, pour qui les saints et savants inhumés dans les mausolées ont "contribué à l'épanouissement de l'islam dans la région et à la diffusion des valeurs de tolérance et de spiritualité".

Le secrétaire général de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, a appelé à l'arrêt immédiat des destructions par "des éléments extrémistes qui occupent la ville".

"La destruction de ces monuments historiques déchire le cœur des Maliens et de tous ceux qui ont connu ces lieux saints", a déclaré le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé - dont le pays conduit la médiation ouest-africaine dans la crise malienne - en dénonçant des "incidents graves". Le ministre a par ailleurs annoncé la tenue samedi d'un mini-sommet ouest-africain pour tenter de mettre en place un "gouvernement d'union nationale" au Mali.

Fatou Bensouda, procureur de la Cour pénale internationale (CPI), avait déclaré dimanche à Dakar que la destruction de biens religieux pouvait être considérée comme "crime de guerre".

Ansar Dine, le Mujao et d'Aqmi ont profité d'un coup d'Etat militaire, le 22 mars à Bamako, pour accélérer leur progression dans tout le nord du Mali, qu'ils contrôlent depuis trois mois au détriment de la rébellion touareg. Leur objectif est d'imposer la charia (loi islamique) à tout le Mali.